

# ACTION URGENTE

## LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DOIT LIBÉRER LEILA DE LIMA

Leila de Lima, prisonnière d'opinion et ancienne sénatrice, se trouve en détention depuis plus de cinq ans, tandis que de nouveaux dirigeants, notamment le nouveau président, Ferdinand Marcos Jr, ont commencé à prendre leurs fonctions le 1<sup>er</sup> juillet. Si le précédent ministre de la Justice a annoncé qu'il n'abandonnerait pas les charges retenues contre elle, le nouveau ministre, Jesus Crispin Remulla, a déclaré qu'il était disposé à réexaminer les accusations portées contre elle, après que trois témoins sont revenus sur leurs déclarations à charge. Nous demandons au nouveau gouvernement de procéder à ce réexamen en urgence et en toute impartialité, dans l'objectif d'abandonner les poursuites contre Leila de Lima et de garantir sa libération immédiate.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Jesus Crispin C. Remulla**

Department of Justice  
Padre Faura Street, Ermita, Manila 10020  
République des Philippines

Monsieur le Ministre,

*Je vous écris afin d'exhorter vos services à réexaminer impartialement et dans les meilleurs délais les deux charges retenues contre Leila de Lima, prisonnière d'opinion et ancienne sénatrice, dans l'objectif d'abandonner celles-ci et de garantir sa libération immédiate et sans condition. Après que plusieurs témoins sont revenus sur leurs dépositions à son encontre, il semble désormais clair que les accusations retenues contre elle sont fausses et revêtent un caractère politique. L'injustice criante dont elle fait l'objet doit maintenant cesser.*

*Nous nous réjouissons de votre déclaration selon laquelle l'abandon des charges retenues contre Leila de Lima est « possible », après que plusieurs témoins sont revenus sur leurs déclarations à charge. Ces témoins ont dit que la police et des hauts fonctionnaires les avaient soumis à des pressions, des contraintes et des menaces pour qu'ils accusent à tort la sénatrice d'implication dans un trafic de stupéfiants, afin de lui nuire. Fait particulièrement troublant, l'un de ces témoins est actuellement un témoin à charge, dont les déclarations initiales ont été invoquées pour motiver la poursuite du procès à l'encontre de Leila de Lima.*

*Le maintien en détention de la sénatrice constitue une violation manifeste de son droit à la présomption d'innocence – qui est absolu et n'est en aucun cas susceptible de dérogation, de restriction ou de limitation – et d'autres garanties relatives à l'équité des procès. Depuis plus de cinq ans, elle est la cible d'attaques malveillantes et de persécutions politiques pour ses activités de défense des droits humains. Elle n'aurait jamais dû être arrêtée. Sa libération immédiate est le moins que le nouveau gouvernement philippin puisse faire pour réparer cette grave injustice, et montrer qu'il souhaite réellement rétablir le respect des droits humains.*

**Par conséquent, j'exhorte vos services à :**

- 1. abandonner toutes les charges retenues contre la sénatrice Leila de Lima et à la libérer immédiatement et sans condition ;**
- 2. mener des investigations exhaustives, indépendantes et impartiales sur les responsables présumés de sa détention arbitraire, et à veiller à ce qu'ils répondent pleinement des années de violations des droits humains qu'elle a dû endurer ;**
- 3. enquêter sans délai et de manière approfondie sur les allégations des témoins selon lesquelles des hauts fonctionnaires les ont contraints à se parjurer, tout en veillant à la sécurité de ces témoins, étant donné la gravité de ces allégations et l'implication présumée de hauts fonctionnaires.**

*Veillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de notre haute considération.*

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

La prisonnière d'opinion et ancienne sénatrice Leila de Lima, détenue au siège de la police nationale des Philippines depuis son arrestation le 24 février 2017, est l'une des personnes qui ont dénoncé le plus vigoureusement les violations des droits humains commises sous la présidence de Rodrigo Duterte. Au cours des cinq années écoulées depuis l'arrestation de la sénatrice, Amnesty International a déclaré à maintes reprises que les accusations portées contre elle étaient fausses et que les dépositions des supposés témoins à charge étaient forgées de toutes pièces.

Kerwin Espinosa, ancien témoin de l'accusation, avait affirmé avoir remis au total 8 millions de pesos (environ 152 000 dollars des États-Unis) issus d'un trafic de stupéfiants à Leila de Lima lorsqu'elle était ministre de la Justice, par l'intermédiaire de son ancien chauffeur et assistant Ronnie Dayan. Lors d'une audience au Sénat en 2016, Kerwin Espinosa avait déclaré que Ronnie Dayan l'avait appelé en 2015 pour lui demander de l'argent afin de financer la campagne sénatoriale de Leila de Lima, en contrepartie d'une protection, Kerwin Espinosa étant lui-même impliqué dans le trafic de stupéfiants. Dans une contre-déclaration soumise au ministère de la Justice le 28 avril 2022, Kerwin Espinosa est revenu sur son témoignage.

Rafael Ragos, ancien chef par intérim du Bureau d'application des peines, avait témoigné qu'en 2012, il avait déposé à deux reprises de l'argent provenant de détenus de la prison de New Bilibid au domicile de Leila de Lima, à l'époque où elle était ministre de la Justice. Il avait ajouté que cet argent était destiné à financer la candidature de Leila de Lima au poste de sénatrice, et qu'il s'était mis d'accord avec Ronnie Dayan pour qu'elle reçoive 5 millions de pesos (95 000 dollars environ) par transaction. Rafael Ragos était précédemment sur le banc des accusés dans le cadre de la même affaire que Leila de Lima et Ronnie Dayan. Les charges retenues contre Rafael Ragos avaient cependant été abandonnées quand il avait accepté de témoigner contre elle. Dans une contre-déclaration signée le 30 avril 2022, Rafael Ragos a dit avoir été contraint d'« inventer des histoires » contre Leila de Lima par Vitaliano Aguirre, ancien ministre de la Justice, et par d'autres hauts fonctionnaires. Vitaliano Aguirre a démenti ces allégations depuis lors.

Le 6 mai 2022, la sénatrice Leila de Lima a demandé officiellement au ministère de la Justice de réexaminer les charges à son encontre, compte tenu de ces rétractations.

Le 13 mai 2022, Ronnie Dayan, à la barre des témoins, a prêté serment sur une déclaration qu'il avait faite au préalable pour revenir sur son témoignage. Dans sa déposition de 2016, il avait prétendu avoir collecté de l'argent lié au trafic de stupéfiants auprès de Kerwin Espinosa pour le compte de son employeuse de l'époque, Leila de Lima, alors qu'elle était encore ministre de la Justice. Coprvenu de la sénatrice dans l'une des deux affaires encore en instance contre elle, Ronnie Dayan a déclaré que l'ancien député du Mindoro oriental, Rey Umali, décédé en janvier 2021, l'avait contraint à témoigner contre Leila de Lima lors des enquêtes du Congrès de 2016 sur le trafic de stupéfiants dans la prison de New Bilibid.

Malgré ces revirements, l'ancien ministre de la Justice, Menardo Guevarra, a déclaré en juin qu'il ne retirerait pas les deux charges retenues contre Leila de Lima - complot en vue de commettre un trafic de stupéfiants - à l'issue du réexamen, par un groupe de procureurs, des éléments de preuves déjà présentés et restant à présenter. Cette révision, a déclaré Menardo Guevarra, a montré qu'il y avait de « bonnes raisons » de continuer à poursuivre Leila de Lima.

Le président Ferdinand « Bongbong » Marcos a pris ses fonctions le 30 juin 2022. Avant l'investiture du gouvernement, le nouveau ministre de la Justice, Jesus Crispin Remulla, a déclaré que l'abandon de ces charges est possible, ajoutant que les rétractations des témoins constituaient un « signal d'alarme » que des inquiétudes valides existent concernant la procédure ayant visé Leila de Lima.

En juillet 2022, le Bureau national d'enquête (NBI) des Philippines a porté plainte pour meurtre contre 22 policiers pour l'homicide de huit détenus connus incarcérés pour des infractions en relation avec les stupéfiants à la prison de New Bilibid de mai à juin 2020. Figure parmi les victimes Jaybee Sebastian, témoin clé dans les poursuites lancées contre Leila de Lima. Le NBI a déclaré que ces détenus ont été assassinés, contrairement aux documents du Bureau d'application des peines, qui affirment qu'ils ont succombé au Covid-19.

En 2017, les autorités philippines ont arrêté la sénatrice Leila de Lima alors qu'elle tentait d'enquêter sur les violations commises dans le contexte de la « guerre contre la drogue », qui s'est traduite par l'exécution extrajudiciaire de milliers de personnes soupçonnées de trafic de stupéfiants, et par d'autres violations des droits humains, assimilables à des crimes contre l'humanité. Comme Leila de Lima, les victimes et leurs proches n'ont guère obtenu justice et les responsabilités n'ont quasiment jamais été établies.

**LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** anglais, tagalog  
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS, ET AVANT LE :** 2 septembre 2022  
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER :** Leila de Lima (elle)

**LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE :** <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa35/5647/2022/fr/>